



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Protection et Valorisation de
l'Environnement

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
Établissement de servitudes DFCI

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE:

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

26/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 20/6/2014

En raison de l'obligation d'assurer la continuité des voies de défense contre l'incendie, la pérennisation des itinéraires constitués et l'établissement des équipements de protection et de surveillance des forêts, la Communauté d'Agglomération Dracénoise doit demander à Monsieur le Préfet la mise en œuvre de servitudes à usage DFCI (Défense des Forêts Contre l'Incendie).

Elles sont au nombre de trois au titre de l'investissement forestier 2012.

- Commune de CALLAS – Piste G 522 Bis.

Cet ouvrage reprend des chemins existants à mettre à la norme DFCI, reliant la route départementale D562 à la piste DFCI G522, au niveau du « Grand Siaï », en passant par le « Petit Siaï ».

- Commune de CLAVIERS – Piste I 96.

La création de cet ouvrage permettra de relier la piste I 24 à la piste I 96, en limite avec la commune de Seillans, sans emprunter la piste I 531, dangereuse car positionnée sur une crête entre deux cols.

- Commune de LORGUES – Piste CRLOR 3.

L'ouvrage reprend des chemins existants qui relient la voie communale de « Saint Anne » à hauteur du hameau « Les Maneous », à la coupure DFCI M 57 en passant par le domaine viticole du « Château les Crostes ».

Ces servitudes s'appuient sur les dispositions légales suivantes:

- le code forestier, et l'ordonnance n° 2012-836 du 29 juin 2012, notamment les articles R134-2 et R134-3 ;

- le Plan Intercommunal de Débroussaillage et Aménagement Forestier (PIDAF) de la Communauté d'Agglomération Dracénoise approuvé par la délibération n°2005 – 129 en date du 22 décembre 2005, dont le rôle principal est d'analyser le risque d'incendie, de définir une stratégie et de réaliser les travaux de création et d'entretien des ouvrages DFCI ;

- l'avis favorable du Groupement Prévention/Prévision – Service DFCI de la DDSIS du Var ;

- la délibération du Conseil municipal de CALLAS, en date du 19 mars 2014 validant la création de la servitude demandée sur la piste DFCI G 522 Bis ;

- l'engagement écrit de la Commune de CLAVIERS, du 7 janvier 2014 qui prévoit le passage en Conseil municipal de la délibération entérinant la création de la servitude demandée sur la piste DFCI I 96 ;

- la délibération du Conseil municipal LORGUES, en date du 10 avril 2014 validant la création de la servitude demandée sur la piste DFCI CRLOR 3 ;

- l'engagement de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, en date du 23 décembre 2013 qui prévoit le passage en Conseil communautaire de la délibération entérinant la création des trois servitudes;

- l'avis favorable, à l'unanimité, de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendies des Forêts, Landes, Maquis et Garrigues en date du 18 février 2014, relatif à la création de ces servitudes.

Les propriétaires des parcelles ne peuvent s'opposer à la création, l'aménagement, l'utilisation et l'entretien de l'ouvrage DFCI concerné, par les services chargés de la prévention et de la lutte contre les incendies.

Conformément aux dispositions de la loi, la piste ou bande de roulement de l'ouvrage DFCI, qui

sera établie sur le fondement de la servitude de passage et d'aménagement, ne sera pas ouverte à la circulation générale.

En conséquence et au vu de ces dispositions, en qualité de Maître d'Ouvrage du PIDAF et dans le cadre de sa compétence, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir:

- solliciter auprès de Monsieur le Préfet, l'établissement de ces trois servitudes DFCI pour mener à bien la réalisation des travaux décrits ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à cette opération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 46 voix pour, 16 abstentions (BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.